N°090 du vendredi 23 novembre 2012 Prix: 250 FCFA / Hors du Togo: 1€ Hebdomadaire Togolais d'Information

TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

Convention des Femmes pour UNIR

LES FEMMES SE MOBILISENT DERRIERE FAURE POUR MIEUX IMPACTER L'IMPLANTATION NATIONALE DU PARTI

P 2

RÉCENT DIALOGUE OUVERT PAR LE GOUVERNEMENT,

LES DESSOUS D'UNE PARTICIPATION FORCÉE ET D'UN DÉPART PRÉCIPITÉ

Les manœuvres du CST pour conduire le Togo vers une autre transition.

Ajavon Zeus, Fabre et cie rêvent de diriger sans passer par des élections

P 3

La Micro finance au service de l'épanouissement de la femme P 2
LE DG DE WAGES PRIMÉ "CHAMPION OF WOMEN'S ECONOMIC EMPOWERMENT AU TOGO"

La grande intox sur la maison d'Abass Kaboua saccagée à Kara P 2
LA FAUSSE MAISON QUE LA PRESSE ATTRIBUE A ABASS KABOUA

Foire Internationale de Lomé P 4
LA 10e ÉDITION OUVRE SES PORTES CE MATIN

Bicéphalisme au sein des syndicats des enseignants P 3
LA GREVE DE DEUX JOURS QUI DIVISE

AFRIATECH

TR 090 du 23 nov. 2012
Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

La Micro finance au service de l'épanouissement de la femme

LE DG DE WAGES PRIMÉ "CHAMPION OF WOMEN'S ECONOMIC EMPOWERMENT AU TOGO"

En octobre dernier, le DG de Women and Associations for Gain both Economic and Social (WAGES) et Président de l'Association Professionnelle des Institutions de Micro finance (APIM- TOGO) a fait l'objet de tous les honneurs à l'ambassade du Canada à Washington DC. Il y a en effet été primé par The International Alliance for Women (TIAW), une organisation faitière mondiale qui soutient, encourage les femmes professionnelles et donne des trophées aux personnes qui contribuent de manière exceptionnelle au renforcement du pouvoir économique de la femme dans le monde entier.

Avec son Diplôme d'Etude Approfondi (DEA) en Economie de Développement, et son expérience sur le terrain en tant que agent de crédits agricoles sur un projet de CARE International, M. Nassirou est sollicité pour initier et conduire le projet WAGES lancé en 1994 pour améliorer la situation socio économique de 3900 femmes à Lomé. Ce projet consistait à octroyer de petits crédits aux femmes tout en leur donnant des formations dans le domaine des activités génératrices de revenu. Avec l'équipe dynamique qu'il a pu constituer, ils arrivent à surmonter les difficultés qui se dressent sur leur chemin. A ce jour, son institution compte près de 180000 membres avec une majorité écrasante de femmes estimées à 70%. Il faut rappeler qu'avec son institution les adhérents ont pu accéder aux ressources financières qui leur ont permis de se réaliser et de vivre plus dignement. Ce travail ardu que s'est donné M. Nassirou et son équipe de WAGES a donc séduit la TIAW qui a jugé nécessaire de les encourager pour qu'ils aillent de perfection en perfection.

Aujourd'hui, WAGES s'impose au plan national, international et suscite l'admiration des partenaires occidentaux. Cette récompense de M. Nassirou vient donc à point nommé encourager un Togolais et son institution qui travaille dans l'ombre pour l'épanouissement de la population togolaise en générale et celle féminine en particulier.

La Rédaction

Convention des Femmes pour UNIR

LES FEMMES SE MOBILISENT DERRIERE FAURE POUR MIEUX IMPACTER L'IMPLANTATION

Le samedi 17 Novembre dernier, la Salle des Fêtes de la Présidence de la République, a réuni plus de 800 femmes togolaises issues de différents milieux socioprofessionnelles et des quatre coins du pays et qui se sont retrouvées au sein d'une grande convention dénommée « Convention des Femmes pour UNIR ». Le lancement de cette convention marquée par un grand dîner de gala avait comme principaux objectifs de mobiliser ces femmes en tant que force économique, politique , sociale et réelle derrière le Président fondateur du parti UNIR, pour qui elles comptent lever des fonds afin de lui permettre de réaliser ses œuvres sociales dans toutes les régions du Togo et plus singulièrement en faveur de la femme, de la jeune fille et du bien être de la mère et de l'enfant. Ce sont des femmes au foyer, des responsables et initiatrices d'activité génératrice de revenus et des femmes qui brillent dans leurs coins ou à des postes de haute responsabilité dans la société togolaise qui se sont réunies pour prouver qu'elles peuvent, en dehors de toutes les considérations, travailler ensemble et main dans la main en vue du bien être de tout un chacun et de l'avancement de leur pays malgré certaines réticences profondes.

«Notre démarche à travers cette convention est de nous investir en tant que force économique, politique et sociale pour soutenir notre parti UNIR et le Président de la République. Nous voulons également par cette mobilisation mettre nos moyens, notre volonté et notre énergie au service de ceux qui en ont le plus besoin. C'est une action qui s'inscrit dans la droite ligne de la politique menée par le Président Faure Gnassingbé », précise Kayi Raymonde LAWSON DE SOUZA, la Présidente de la « Convention des Femmes pour Unir ».

Une soirée riche en interventions et qui a vu passer des femmes de valeur comme Mme HAITELLO, Chef menuisier et dont l'intervention très émouvante a séduit le Chef de l'Etat, spécialement invité à ce gala par les femmes de son parti. On notera également les sorties remarquables de Mme TSEGAN et Mme LEGUEDE. Plusieurs artistes de la musique africaines et togolaises ont nourri de la chaleur de leurs prestations cette convention. Des légendes féminines comme Aïcha Koné, Tsala Muana ont partagé la scène de cette conventions avec les valeurs sures nationales que sont Dela Delali, Finiki, Mirlinda, Almok, Santy Dorim, Rosine B, Cécile Méba, Josée Grâce Bénie, Reine, le Groupe de Samba et Claude Laba.

Plusieurs projets seront réalisés avec les fonds levés lors de ce gala. Dans la région des Savanes, il sera créé un centre d'apprentissage et d'alphabétisation, dans la région de la Kara la Convention des Femmes pour Unir se propose de réhabiliter la Savonnerie de Landa. Dans la région Centrale, il est prévu la construction des salles de sortie de couches. Il sera développé le maraîchage des femmes dans les Plateaux et la construction d'un Centre Mère Enfant dans la région Maritime. Plusieurs autres actions et dons sont prévus pour les groupements de femmes dans les cinq régions du pays.

Chaque projet et chaque don, selon les initiatrices, a un objectif bien précis et est orienté vers la satisfaction des besoins comme limiter la mortalité infantile et maternelle, éviter les accouchements à domicile, augmenter le pouvoir d'achat des femmes, insérer les jeunes dans la vie active ou encore réduire le taux d'analphabétisation.

Le moins qu'on puisse dire c'est que les vaillantes femmes du parti créé le 14 Avril à Atakpamé sont pleinement en chantier pour l'implantation nationale d'UNIR. Des mauvaises langues disent qu'elles partent déjà en campagne en prélude aux prochaines échéances électorales. Quoiqu'il en soit l'idée est novatrice et forcément porteuse à plus d'un titre.

Germain POULI

La grande intox sur la maison d'Abass Kaboua saccagée à Kara

LA FAUSSE MAISON QUE LA PRESSE ATTRIBUE A ABASS KABOUA

Abass Kaboua a déclaré sur plusieurs radios de la place que sa maison à Kara a été saccagée, ceci en guise de représailles pour son engagement dans l'opposition. Comme pour la « Dent d'Or », les accros de ce type de déclaration ont repris le refrain. Certains sont allés avec une vitesse et une détermination dépassant de loin celles du Président du MRC qui a voulu come à l'accoutumée focaliser toutes les attentions sur lui. Des confrères journalistes ont voulu être plus royalistes que le roi. Photo d'une maison cassée (probablement pour cause de travaux sur les grands chantiers du Togo) à l'appui, ils ont voulu convaincre que la maison d'Abass Kaboua à Kara a été effectivement saccagée. Malheureusement, cela se révèle une malhonnête et honteuse illustration qui ne correspond en rien à la réalité. D'abord cette maison publiée en état de débris est en dalle et inachevée, sa démolition ne peut être faite que par l'entremise d'un engin de type Caterpillar, ce qui l'a différencie totalement de la maison familiale d'Abass Kaboua (moins grande, non dallée et déjà habitable) qui est dans un village de la Kozah (même pas à Kara) et dont le style et l'architecture sont totalement différents. La direction de Togoréveil publie pour vous la photo de la maison supposée saccagée de Abass Kaboua à Soumdina dans la préfecture de la Kozah. No comment

Ci-dessous la maison familiale d'Abass Kaboua à Soumdina, photographiée cette semaine par la gendarmerie de Kara alors qu'on l'annonçait saccagée

La Rédaction

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Germain POULI
COMITÉ DE RÉDACTION
Didier ASSOGBA
Patrick NIMA
Pégy
Paul KATASSOLI
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ
Aïssata TOURE
SECRÉTARIAT
Carole AGHEY
Rose NYUIADZI
INFOGRAPHIE
AHIABLE Raphaël
CARICATURE
DODZI
DISTRIBUTION ET ABONNEMENT
Tel: 22 36 18 56
ADRESSE
585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE
Tél. : 22 61 12 19 /22 36 18 56
90 02 76 54
E-mail : togoreveil@togoreveil.info
TIRAGE
4000 Exemplaires
IMPRIMERIE
Service Compris

RÉCENT DIALOGUE OUVERT PAR LE GOUVERNEMENT, LES DESSOUS D'UNE PARTICIPATION FORCÉE ET D'UN DÉPART PRÉCIPITÉ

Les manœuvres du CST pour conduire le Togo vers une autre transition. Ajavon Zeus, Fabre et cie rêvent de diriger sans passer par des élections

L'histoire du Togo nous renseigne et nous enseigne que l'opposition togolaise, à la faveur de l'appel mitterrandien de La Baule, a dirigé ce pays pendant plusieurs mois à partir de Août 1991. Cette transition chaotique au cours de laquelle les leaders du changement n'ont pas fait mieux que le dictateur Eyadéma, dont il fallait absolument se débarrasser, hante et inspire encore aujourd'hui certains acteurs imparfaits de cette époque où avocats et opposants étaient les stars incontestables d'une conférence nationale qui s'est auto proclamée « souveraine » contre tous les grands principes du droit qui voulaient que la souveraineté appartiennent au peuple. Alors qu'aucun participant à cette conférence n'avait reçu de mandat du peuple ou d'une partie de celui-ci, c'est donc un assemblage hétéroclite de pensées, de directives, de recommandations et d'actions que les opposants togolais, partisans ou non du 5 Octobre, ont mis en branle au sortir de cette conférence et qui excluaient le RPT d'alors et son Président de toute participation aux affaires publiques. C'est un gouvernement constitué à 100% de leaders politiques et de personnalités de la société civile proches de l'opposition qui ont entièrement repris en main la gestion de l'appareil de l'Etat. Les togolais croyaient la démocratie assise dans leur pays et les leaders qui avaient contraint le Président Eyadéma à se refugier à Pya « croyaient que le pouvoir était à terre et qu'ils étaient tous, tout prêt du fauteuil présidentiel » comme le précisera plus tard Me Joseph Kokou KOFFIGOH, Premier ministre de la longue transition démocratique togolaise.

Ce petit rappel, non pas pour revenir sur les dérives tribalistes, les erreurs politiques et la légendaire guerre hégémonique interne qui a fait finalement perdre à l'opposition le pouvoir dont elle s'était accaparée aux lendemains de la Conférence Nationale Souveraine, destinée à discuter de problèmes togolais afin de conduire la pays vers la démocratie, la bonne gouvernance et l'apaisement social.

Vingt ans après et sans tenir compte du nouveau contexte socio politique, des avancées démocratiques unanimement encourageantes et des nouvelles en présence, c'est la même stratégie que certains nostalgiques de l'époque, tentent de faire vivre aux togolais avec comme issue la réalisation de leur rêve à savoir organiser et diriger une seconde transition au Togo.

Les Législatives après la transition

Pour le CST, les élections législatives prochaines ne sont pas la priorité du moment. Il faut régler tous les problèmes du Togo en même temps au cours d'un « dernier dialogue ». Ainsi donc, la rencontre initiée le 16 Novembre dernier par le Premier ministre Arthème Ahoomey Zunu, sur le processus électoral comme explicitement indiqué sur les lettres d'invitation envoyées aux différents acteurs de la vie publique togolaise, était l'occasion rêvée pour réactiver l'idée de ce « dernier dialogue » par lequel le CST veut « sauver le Togo » de tous ces problèmes. « On nous a conviés pour le processus électoral, nous sommes venus par respect mais ce n'est pas le processus électoral qui est la question la plus importante. » précisera Me AJAVON Zeus, Coordonnateur du CST dans une interview accordée à une radio loméenne, trois jours après leur départ du dialogue. La grande exigence du CST est « de réunir les conditions devant ouvrir la voie à un dialogue structuré, franc et serein qui pose les vrais problèmes tels que identifiés dans la plate-forme citoyenne pour un Togo démocratique et apporter de vraies solutions. Naturellement pour être crédible, un tel dialogue nécessite un climat de confiance et d'apaisement qui passe par la réalisation de certaines exigences et préalables. Le CST propose la mise en place d'un Comité préparatoire et la présence d'un médiateur ». Ce médiateur ajoute t-on pourra être un prélat togolais. Le schéma est donc tout tracé dans les têtes de Me AJAVON Zeus et compagnie

Un Prélat pour une autre Conférence nationale qui devra déboucher sur une transition

« Le Togo est en crise et il faut régler les problèmes avant d'aller aux élections » déclare t-on souvent dans les rangs du CST. Et l'ultime dialogue devant résoudre les problèmes du Togo doit déboucher sur une transition qui selon la plate forme revendicative du CST doit durer douze (12) mois. Si cette exigence s'explique difficilement au CST, on peut aisément comprendre qu'à l'issue de ce dialogue aux allures de conférence nationale, les protagonistes de la prétendue crise togolais iront droit vers un gouvernement d'Union nationale. Et comme le pouvoir se partage en ce moment là, le Président de la République élu en 2010 restera en fonction jusqu'à la fin de la transition et la Primature reviendra d'office à l'opposition. Tout ceci après la tenue d'une grande assise nationale dont on veut déjà dessiner les contours avec la mise en place d'un Comité préparatoire. Le prélat jouera sa partition comme en 1991 avec Mgr Kpodzro qui déclarera plus tard et devant la CVJR notamment qu'il ignorait alors qu'il dirigeait la Conférence nationale que l'Opposition avait déjà un plan qu'il mettait en exécution. C'est une réédition de l'histoire qui se prépare maladroitement avec des avocats comme en 1990, mais avec cette différence que les avocats du CST sont des défenseurs de droits humains beaucoup plus portés vers le business avec des clients ultra richissimes dont les affaires déjà perdues en audience devant les tribunaux, font l'objet de prolongation dans les rues. Business et politiques ont plombé avant l'heure la démarche des nouveaux défenseurs des droits humains de plus en plus contestés par leurs bases.

Des avocats différents de ceux des années 1990

Les années 2010 à 2012 ont connu l'émergence d'une horde d'avocats défenseurs des droits humains. A la tête des associations qu'ils ont vite instrumentalisées pour les mettre au service de leurs cabinets respectifs, on les a vu très tôt au chevet d'un richissime homme d'affaire arrêté dans une affaire d'escroquerie. On les reverra comme conseils forcés dans l'affaire de tentative d'atteinte à la sureté de l'Etat. Pendant que le bas peuple, les vrais « veuve et orphelin » attendent leur salvatrice et logiquement altruiste intervention, Me AJAVON Zeus, Kpandé ADZARE et Gil Bénoît AFANGBEDJI, eux savent plutôt choisir leurs clients. Ces avocats sont dans les champs de blé, rien de comparable avec ceux des années 90, à l'époque où AJAVON Zeus et ses deux anciens étudiants (Gil Bénoît AFANGBEDJI et Kpandé ADZARE) traînaient leurs bosses au campus de Lomé comme enseignants et étudiants. Ce sont eux aujourd'hui qui veulent s'inspirer d'une méthode de lutte qui a fait ses preuves dans un contexte bien différent.

L'histoire ne se répète pas toujours

Si l'histoire se répète, cette fois n'est pas la bonne et le Collectif Sauvons le Togo vient de l'apprendre à ses dépens. Après avoir soutenu sans raison convaincante l'idée d'une autre transition au Togo dans sa plate forme revendicative, les leaders de ce collectif, ont faussement emprunté les pas de leurs aînés (Me Agboyibo, Me Joseph KOFFIGOH, Me Djovi GALLY, Me Jean DEGLI,…) des années 90 pour multiplier occasions de révoltes et déclenchement de troubles. Toutes les occasions sont bonnes pour verser les manifestants, de moins en moins compacts, dans les rues. Mais seulement la donne à changé et les forces de sécurité, mieux formées et sensibilisées ne tombent pas dans les pièges des répressions sanglantes et meurtrières. La vie publique devenue plus réglementée, les dizaines de marches organisées ont plutôt donné du Togo l'image d'un pays qui avance dans la pratique démocratique. La communauté internationale d'habitude très critique envers le pouvoir, perd patience et se lasse finalement de la sempiternelle stratégie de blocage initiée et entretenue par l'opposition. Malgré les échecs retentissants de ces derniers mois, le CST persiste dans sa volonté de rendre le pays ingouvernable. Mais depuis le dialogue du 13 septembre 2012, le gouvernement a mis le pied sur l'accélérateur et a pris les rois du boycott à leur propre piège. Il urge de renouveler l'assemblée nationale dont les membres sont en fin de mandat depuis le 11 novembre 2012.

Le Togo est en route pour la troisième élection transparente et crédible de son histoire démocratique

« Le calendrier électoral accuse déjà un grand retard. Tout sera fait pour accélérer le processus électoral et préparer des élections libres, démocratiques, transparentes et incontestables » a indiqué en début de semaine M. Gilbert BAWARA, ministre de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de Collectivités Locales. Avec les derniers aménagements issus du dialogue du 16 Novembre (en l'absence du CST et de la Coalition Arc en Ciel), la CENI et la Ministère en charge du processus électoral s'attèleront à l'essentiel pour permettre au Togo d'avancer dans sa jeune marche vers l'enracinement effectif de la démocratie, seul gage d'une réelle ouverture vers le progrès et le développement. La troisième élection crédible et transparente de la jeune démocratie togolaise c'est pour bientôt et le gouvernement montre désormais son ferme engagement pour le respect du calendrier républicain.

Germain POULI

Bicéphalisme au sein des syndicats des enseignants
LA GREVE DE DEUX JOURS QUI DIVISE

Depuis plus d'une semaine, le monde enseignant a connu une vague de rumeurs qui ont fait état d'une grève de deux jours qui devrait se tenir durant les journées d'hier jeudi et aujourd'hui vendredi. Le mot d'ordre de cette grève a été lancé par le Syndicat National des Enseignants du Primaire et du Secondaire, une des composantes de l'Union des Syndicats de l'Enseignement du Togo, USET. Pour M. Tchakpédéou Baki, l'un des meneurs de ce mouvement, cette grève qu'ils ont lancée depuis hier sur toute l'étendue du territoire se fonde sur des revendications de cinq ordres. Ils réclament en effet l'annulation des affectations punitives, l'abrogation du statut d'auxiliaire, l'intégration et la nomination des enseignants auxiliaires ayant accompli cinq ans de services effectifs, le payement des arriérés de primes de rentrée et d'équipement pour le compte des années 2011-2012 et 2012-2013 à ceux qui ne les ont pas perçues ainsi que le reversement des prélèvements pour le compte de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Pour l'Union des Syndicats de l'Education du Togo, même si les revendications sont légitimes, cette grève n'émane aucunement d'eux puis qu'ils sont, depuis les accords historiques de janvier 2012 qui ont octroyé les deux primes aux enseignants, en discussion permanente avec le gouvernement dans un cadre de dialogue social et tant que la discussion n'est pas rompue, aucune grève n'a de raison d'être. Selon Kalaha Sodja de l'USET, il faut observer un temps de quiétude non seulement pour permettre aux cours de bien se dérouler mais aussi pour accorder au gouvernement le temps nécessaire pour mesurer sa bonne foi dans la réalisation de ses promesses envers le monde enseignant.

Tout compte fait, cette grève de deux jours qui était censée s'achever aujourd'hui n'a pas eu l'écho attendu. Si pour la grève portant revendication des primes de rentrée et de bibliothèque les enseignants s'étaient levés comme un seul homme, cette fois-ci, le caractère parcellaire des revendications ne permet pas cette union. En effet, en dehors de la poignée d'enseignants qui ne sont pas encore entrés en possession de leurs primes et dont les dossiers sont en traitement, toutes les autres revendications ne portent que sur les enseignants auxiliaires ; surtout les promotions à partir de celles de 2007 à nos jours. Les promotions d'enseignants auxiliaires avant cette période ayant été déjà intégrées et nommées ou en instance.

Pablo ZOUBE

La semaine de la Micro finance au Togo

UN SECOND SOUFFLE POUR L'ECONOMIE TOGOLAISE

Durant quatre jours, du 20 au 23 novembre, le Togo célèbre la semaine nationale de la Micro finance. Par cette initiative, l'Association Professionnelle des Institutions de Micro finance du Togo (APIM-Togo) se met au diapason du gouvernement qui avait émis le souhait lors du Conseil des ministres du 14 novembre dernier de voir le secteur se doter de véritables structures de contrôle en vue d'une meilleure gouvernance de son patrimoine. Cette semaine dont la célébration connait un engouement particulier se déroule sous le thème : « des clients bien éduqués pour une Micro finance de qualité au service du développement à la base ». Dans son intervention, le président de l'APIM-Togo également Directeur Général de la Micro finance WAGES, Nassirou Ramanou a relevé : « la finalité de nos assises est de développer des synergies qui renforcent les compétences des acteurs du secteur, pour mieux éduquer les clients à appréhender la gouvernance des systèmes financiers décentralisés, pour un meilleur devenir des populations à la base. » Ce besoin d'une meilleure gestion vient de la place sans cesse grandissante qu'occupe la micro finance dans l'économie nationale. En effet, pour une population de plus de 6 millions d'habitants, plus d'un million sont impliqués dans les activités de la micro finance.

De son côté, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances a estimé que face aux « multiples demandes en matière d'épargne et de crédit des agents économiques exclus du système bancaire classique, le dynamisme des institutions de Micro finance a permis de mobiliser de façon impressionnante l'épargne intérieure et d'offrir des crédits toujours croissants en volume. ». De ce point de vue, il a fait remarquer que les acteurs de la micro finance et de la micro entreprise sont devenus incontournables dans la croissance et la réduction de la pauvreté en raison de leur contribution au Produit Intérieur Brut pour 33% et aux offres d'emplois pour 75%.

Des statistiques montrent que les crédits offerts par ces institutions de micro finance couvrent l'agriculture, le commerce, le stockage des produits, l'élevage, l'artisanat, les petites entreprises et le social.

Pour rappel, l'encours de l'épargne mobilisée est passé de 3,8 milliards de F.Cfa en 1994 à 116 milliards de FCfa au 30 septembre 2012. Durant la même période, l'encours des crédits est passé de 2,1 milliards de Fcfa à 105 milliards de Fcfa.

Paul Katassoli

Cérémonie de remise d'aide aux groupements

LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT À LA BASE ENCOURAGE L'ENTREPRENARIAT

Lundi dernier, 17 groupements œuvrant dans divers activités génératrices de revenus à savoir la fabrication de savon antiseptique, la production du miel, l'élevage de poules pondeuses, de porcs, le maraîchage, la riziculture et bien d'autres encore, ont vu leurs efforts encouragés par le Ministère du Développement à la Base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes en collaboration avec la maison mère de la téléphonie mobile, Togotélécom. Ces groupements ont en effet reçu une aide allant de 155.000F CFA à 2 millions selon leur projet. Ce geste du Ministère de Mme Dogbé constitue le solde d'une première aide de 60 % dont ils avaient bénéficié en mars dernier.

Il faut rappeler qu'au cours de cette même cérémonie, présidée conjointement par Victoire Tomégah Dogbé, ministre du Développement à la base, et par son collègue de l'Agriculture, Ouro Koura Agadazi, 71 jeunes entrepreneurs ont eux-aussi bénéficié des sommes allant de 150.000 à plus d'un million de Francs CFA pour démarrer ou développer leur micro entreprise. A entendre ces bénéficiaires, c'est la satisfaction, car même s'ils n'ont pas pu recevoir la totalité de la somme qu'ils souhaitaient, ils peuvent quand même avec ce qu'ils ont reçu démarrer leur activité. Parmi ces 71 bénéficiaires, 10 ont reçu un financement du Fonds d'insertion pour les jeunes (FIJ) de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES) et les 61 autres ont bénéficié d'une aide directe de l'Etat togolais pour le lancement de projets agricoles et commerciaux, notamment l'élevage de lapins, de moutons, de dindons, de fabrication de biscuits, de commercialisation d'articles scolaires, de fabrication de claustra et de vente de gravier.

Aujourd'hui le taux élevé du chômage doit amener les jeunes à créer leur entreprise pour voler de leurs propres ailes. Ce geste du Ministère du développement à la base montre que le gouvernement par le biais de ce Ministère est disposé à aider les jeunes entrepreneurs togolais.

London KAWANA

Foire Internationale de Lomé

LA 10e ÉDITION OUVRE SES PORTES CE MATIN

Une caravane a sillonné les rues de Lomé hier jeudi pour annoncer les couleurs de la 10e Foire Internationale de Lomé. La Caravane qui a regroupé les différentes sociétés participantes de la Foire de cette année est partie du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF) et a sillonné les grandes artères et les grands quartiers de la ville de Lomé. C'est ce matin que le coup d'envoie sera donné au cours d'une cérémonie officielle d'ouverture qui va se dérouler sur le site de la Foire en présence du Chef de l'Etat.

La Foire de cette année connaît une touche particulière dans son organisation. Et pour cause, c'est la 10e édition d'un événement qui s'est fait une place importante dans le cœur des commerçants du Togo et d'ailleurs. Pour bien accueillir les participants de cette 10e édition, les responsables du Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé (CETEF) avec à leur tête le Directeur Général, M. Kuéku-Banka Johnson ont procédé à la rénovation du site pour l'accueil des exposants et des visiteurs. Toujours au rang des innovations, il faut dire que la Foire met cette année un accent particulier sur le contact direct entre les exposants. Il s'agit du « B to B » qui est une nouvelle approche pour permettre aux exposants de tisser des relations entre eux et d'avoir des rencontres professionnelles. « Les opérateurs économiques qui y seront inscrits iront discuter dans une grande salle sur leurs produits et services, leurs disponibilités, les conditions de transactions et les formes de partenariat à mettre en place entre eux afin de maximiser leur présence à la foire. Nous invitons également les visiteurs qu'ils soient des professionnels, surtout des professionnels qui prennent part à ces rendez-vous de « be to be » que nous organisons cette année et les autres à visiter la Foire pour que nous puisions encore revivre toute cette joie qui anime la ville de Lomé à la veille des fêtes de fin d'année », a déclaré Johnson Kuéku-Banka.

Vingt pays, pratiquement, se feront représentés à cette 10e Foire de Lomé. Selon les explications données il y a deux semaines par le Directeur Général du CETEF M. Kuéku-Banka Johnson, on retient que les délégations officielles encadrées, soit par leurs centres de promotion des exportations, soit par les chambres de commerce nous viendront du Benin, du Ghana, du Mali, du Congo Kinshasa, du Burkina-Faso, du Cameroun et de la République Centrafricaine. D'autres groupes d'exposants viendront de la Syrie, de la Suède, du Pakistan, du Liban, de la Belgique, de l'Iran, de la France, du Brésil, de la Tunisie et du Congo Brazzaville. Selon le Comité d'organisation de la 10e FIL 800 exposants se sont déjà faits enregistrés et il espère atteindre la barre de 300 000 visiteurs. La Foire qui s'ouvre ce 23 novembre prend fin le 10 décembre.

Didier ASSOGBA

Supervision des élections et lutte contre la corruption

LE REPAJOSEC OFFICIELLEMENT LANCE

Un nouveau réseau de journalistes vient de voir le jour à Lomé ce 22 novembre 2012. Il s'agit du Réseau Panafricain des Journalistes pour la Supervision des Elections et la lutte contre la Corruption (REPAJOSEC). Initié par des Journalistes togolais et de la sous région, le RAPAJOSEC se veut une association qui part en guerre contre la corruption et qui se lance dans la supervision des élections sur le continent. Créé le 10 décembre 2006, le REPAJOSEC qui a obtenu son récépissé le 22 octobre dernier vient d'être lancé officiellement et projette son Assemblée Générale pour les semaines à venir.

Le REPAJOSEC a pour mission de contribuer à l'avènement d'une société plus juste fondée sur les valeurs de respects de biens publics et des droits humains fondamentaux, de la démocratie, en bannissant l'injustice sous toutes ses formes. Comme objectifs fondamentaux, le REPAJOSEC veut veiller au bon déroulement des scrutins et veiller au respect des droits et liberté des citoyens avant, pendant et après les élections, œuvrer au respect de l'éthique et de la déontologie du métier du journalisme, lutter contre l'impunité et la corruption, appuyer le processus de démocratisation des acteurs électoraux et l'observation des scrutins, etc. Le REPAJOSEC est un réseau qui est animé par des journalistes qui ont acquis une certaine expérience en éducation civique et en droit de l'homme. Au Togo, les responsables de ce réseau entendent favoriser l'émergence et le renforcement d'une conscience citoyenne, des conditions nécessaires à la consolidation de la démocratie et l'Etat de droits.

Le lancement officiel du REPAJOSEC a eu lieu ce en présence des représentants de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC), de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM) et d'autres organisations de la presse. « Ce réseau a pour but de superviser les Elections nationales et internationales en tant qu'observateur, de dénoncer les fraudes électorales et le sabotage économique sous toutes ses formes », a déclaré le Coordonnateur du REPAJOSEC, M. Yawovi Dodzi Agbozoh-Guidih. La cérémonie du lancement officiel s'est déroulée sous le Thème : «Presse libre pour des élections libres et démocratiques au Togo ». Elle a été marquée par un exposé du Professeur Magloire KUAKUVI sur l'éthique du journaliste en période électorale.

Didier ASSOGBA

Gestion de l'après volontariat des jeunes

LE PROVONAT REFLECHIT A UN MECANISME D'INSERTION

Le Programme de Volontariat National (PROVONAT) est préoccupé par la fin de la période de volontariat des jeunes volontaires qui sont actuellement déployés sur le terrain dans des entreprises publics et des institutions privées de la place. La gestion de l'après volontariat des jeunes est assez importante en ce sens que l'on n'est pas volontaire toute sa vie. Le PROVONAT est un programme institué par le gouvernement togolais pour permettre aux jeunes diplômés sans emploi de disposer d'une expérience professionnelle.

Le jeudi 15 novembre dernier a eu lieu un atelier de réflexion sur les mécanismes d'insertion professionnelle des volontaires nationaux. Il a été présidé par M. Yawotsè VOVOR, le Directeur de cabinet du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. C'était en présence des acteurs de la société civile, de l'administration publique, des représentants des agences du système des Nations Unies, des partenaires techniques et financiers, etc.

Au cours des travaux, il a été question de voir dans quelles mesures les volontaires peuvent être insérés dans des entreprises après leurs périodes de volontariat. En effet, le PROVONAT a mobilisé actuellement 2000 volontaires dont 1500 sont déjà en activité et 500 sont en entente d'être déployés sur le terrain. La réflexion sur le mécanisme d'insertion professionnelle des Volontaires nationaux se justifie donc par le souci de faciliter l'insertion des jeunes volontaires notamment à travers l'auto-emploi, le placement en entreprise et l'emploi des jeunes dans des institutions internationales. Un document de base a même déjà été élaboré par un consultant national. Ce document propose déjà des potentiels canaux d'insertion des volontaires. Pour M. Yawotsè Vovor, il est clair et indéniable que nous devons aller plus loin dans l'accompagnement à l'insertion pour faire du volontariat national, un outil efficace et efficient d'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

La mise en œuvre d'un mécanisme de facilitation d'insertion des volontaires nationaux permettra d'assurer au volontariat national une réelle efficience en matière d'insertion professionnelle post-volontariat. Ce mécanisme fera du volontariat national un outil pérenne et efficace permettant de répondre à la problématique d'amélioration de l'employabilité des jeunes. Appuyée par le PNUD, le programme des Volontaires des Nations Unies et France Volontaires, le programme de volontariat au Togo vise à mobiliser prochainement 5 000 volontaires par an. Pour se faire, des réflexions qui ont précédé celles d'un mécanisme d'insertion professionnelle ont permis de valider une étude sur la mise en place d'un dispositif institutionnel de gestion du programme de volontariat national. Il s'agira de transformer le PROVONAT en une agence qui sera dénommée l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT).

Dias MISSOKO

Le Civisme Aujourd'hui

PIETONS, APPRENONS A TRAVERSER LES CARREFOURS

Plusieurs citoyens togolais ignorent encore que les dispositions réglementant la circulation ne sont pas destinées qu'à une catégorie de citoyens. Ils sont encore nombreux les concitoyens qui croient que le respect des règles du code de la route est l'apanage des motocyclistes et des automobilistes. Pour une frange de la population togolaise, les piétons sont exclus du respect du code de la route et donc constituent des espèces prisées à qui il faut tout accorder dans la circulation. Alors partout un piéton se pointe au bord d'une route, il croit que les autres usagers de la route doivent lui accorder le droit de traverser. Ce qui crée souvent de la confusion et provoque des accidents sur les routes et au niveau de certains carrefours.

D'abord, il convient de savoir qu'un piéton n'est pas hors de la circulation. En tant qu'usagers de la route, les piétons font aussi partie de la circulation. Et comme tels, ils doivent observer les règles qui régissent cette circulation. Le code de la route, le seul qui régit la circulation sur le réseau routier togolais s'impose à tous les citoyens. En dehors des règles qui s'imposent aux motocyclistes et automobilistes, ce code regorge des dispositions sur l'implication des piétons dans la circulation notamment comment traverser un carrefour. Ici il faut dire que la règle pour un piéton qui veut traverser un carrefour est le passage clouté. Cette forme de passage consiste à traverser les différentes routes qui se croisent en commençant par la première à sa droite pour arriver à destination tout en évitant la chaussée centrale.

Traversons correctement les carrefours pour ne pas créer des problèmes dans la circulation. Les mauvaises traversées sont souvent à l'origine de certains accidents qui causent d'énormes dégâts. Bien traverser, c'est assurer notre propre sécurité et celle des autres usagers. Apprenons donc à traverser les carrefours. Notre vie et celle des autres en dépendent.

La Rédaction

Final du Castel Live Opéra

HONORE DU TOGO A LAISSÉ SES EMPREINTES À ABIDJAN

L'ambassadeur de la musique togolaise à la première édition du Castel live Opéra, Honoré Adabadi a valablement représenté son pays en Côte d'Ivoire samedi dernier à la finale de ce grand concours musical. Au cours de 5 primes précédents, le jury a eu à attirer son attention sur sa voix qu'il doit encore travailler. Classé sixième sur la liste des candidats, il arrive contre toute attente à surprendre agréablement le jury et tout le public à travers sa prestation au 6e prime qui constitue en même temps la finale.

Agé de 29 ans, la jeune étoile montante de la musique togolaise, a en finale interprété la chanson la plus populaire, «c'est la vie », du répertoire musical du camerounais Henri Dikongué. Au cours de sa prestation, il réussit à transporter le public y compris le jury à un autre degré de jouissance au point où Coumba Gawlo, une célèbre artiste de la chanson sénégalaise et membre du jury a coulé des larmes. Les autres membres du jury, David Monsoh et Koné Dodo notamment ne sont pas restés indifférents. Après leurs appréciations, Koné Dodo, promoteur de la culture africaine, et patron de l'emblématique Palais de la Culture de la Côte d'Ivoire est allé jusqu'à l'inviter à l'appeler plus tard après ce concours pour un éventuel accompagnement dans sa carrière musicale.

A l'instar du Cora et du Sika, Le concours Castel Live Opéra est un nouveau concours, qui vient détecter et récompenser les jeunes porte-étendards de la musique africaine. Cependant, elle a la particularité de ne concerner que les pays d'Afrique Francophone. En prélude à cette première édition, un casting a été fait dans les huit pays participants à savoir la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Gabon, le Bénin, le Madagascar, la République Démocratique du Congo, la Centrafrique et le Togo. Ce casting a permis de retenir, de 24 milles candidats au départ, 8 dont 1 candidat par pays. Débuté le 12 octobre ce concours qui a pris fin le 17 novembre dernier a été remporté par le Malgache D-lain. Il part avec le trophée avec la bagatelle somme de 15 millions de francs CFA. Les rideaux sont donc tombés sur cette première édition et les futurs candidats se préparent d'ores et déjà pour participer aux éditions prochaines.

London KAWANA (Stagiaire)

Togotelecom

PROMO INTERNET

HELIM

L'INTERNET HAUT DÉBIT PAR TOGO TELECOM

Du 1er Octobre au 31 Décembre 2012

FORFAIT INTERNET

à partir de

14 150* F CFA TTC/mois

pour **256Kb/s**

INTERNET ILLIMITÉ 24h/24

AUTRES FORFAITS HELIM FIXE *

- Débit **512 Kb/s** à partir de **21 712 FCFA TTC/mois**
- Débit **1Mb/s** à partir de **41 400 FCFA TTC/mois**
- Débit **2Mb/s** à partir de **79 580 FCFA TTC/mois**

* Selon votre engagement

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appellez le 112**.

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY, ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Trophée BBC

DROGBA, BELHANDA, KATANGO, YAYA TOURÉ ET BA EN COURSE

La radio-télévision anglaise BBC a communiqué ce jeudi la liste des joueurs nominés pour le Trophée BBC du footballeur africain de l'année. Un prix concurrent du Ballon d'Or africain qui est lui affilié à la CAF. Demba Ba, Younes Belhanda, Didier Drogba, Christopher Katongo et Yaya Touré ont été choisis pour se disputer la succession d'André Ayew, couronné en 2011.

Qui succédera à André Ayew ? L'international ghanéen a remporté le Trophée BBC en 2011. Un titre qui récompense le footballeur africain de l'année à l'aide du vote du public alors que le Ballon d'Or africain s'effectue sur le vote de spécialistes. Pour le volet 2012, cinq joueurs africains ont été nominés ce jeudi pour essayer de rejoindre le Marseillais André Ayew au palmarès de cette distinction. On trouve ainsi, le Sénégalais Demba Ba (Newcastle), le Marocain Younès Belhanda (Montpellier), les Ivoiriens Didier Drogba (Shanghai Shenhua) et Yaya Touré (Manchester City) et le Zambien Christopher Katongo (Henan Construction). Le vainqueur sera connu le 17 décembre à la suited'un vote en ligne.

Le choix s'annonce compliqué pour cette édition, car dans cette liste, quatre ont remporté un titre : Didier Drogba a offert la première Ligue des Champions à Chelsea en étant buteur en finale. Son coéquipier en sélection, Yaya Touré a ramené le championnat d'Angleterre à Manchester City, 44 ans après. De même avec l'international marocain Younes Belhanda qui a décroché le premier titre de champion de France pour Montpellier en marquant 12 buts en tant que meneur de jeu. Et que dire du Zambien Christopher Katango, capitaine des Chipolopolos qui ont été sur le toit de l'Afrique avec cette victoire historique à la CAN 2012 au Gabon et en Guinée Equatoriale. Quant au Sénégalais Demba Ba, s'il n'a pu décrocher un trophée la saison dernière avec Newcastle, mais le Lion de la Teranga a de tout de même inscrit 17 buts, ce qui a permis aux Magpies de terminer 5e de Premier League.

Le palmarès du Trophée BBC :

2011 : André Ayew (Marseille, Ghana)

2010 : Asamoah Gyan (Sunderland, Ghana)

2009 : Didier Drogba (Chelsea, Côte d'Ivoire)

2008 : Mohamed Abouterika (Al Ahly, Egypte)

2007 : Emmanuel Adebayor (Arsenal, Togo)

2006 : Michael Essien (Chelsea, Ghana)

2005 : Mohamed Barakat (Al-Ahly, Egypte)

2004 : Jay Jay Okocha (Bolton, Nigeria)

2003 : Jay Jay Okocha (Bolton, Nigeria)

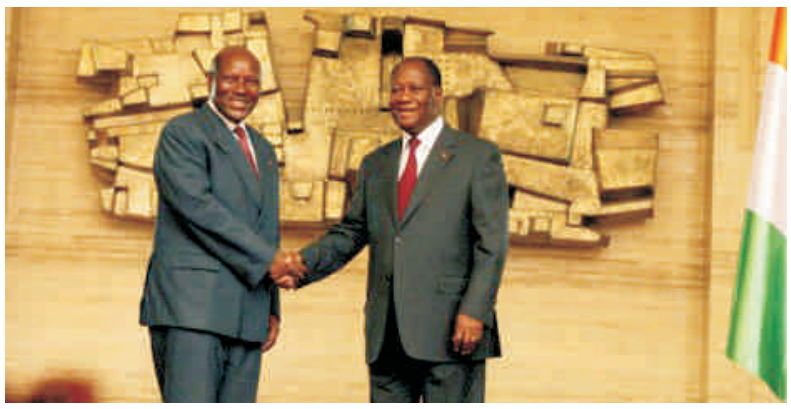
2002 : El Hadji Diouf (Liverpool, Sénégal)

2001 : Sammy Kuffour (Bayern Munich, Ghana)

2000 : Patrick Mboma (Parme, Cameroun)

COTE D'IVOIRE

PRIMATURE, AHOUSSOU PASSE LA MAIN À SON SUCCESSEUR



Daniel Kablan Duncan a officiellement pris fonction ce jeudi à l'issue d'une passation de charges avec Jeannot Kouadio-Ahoussou. Le premier ministre sortant a rappelé au nouveau qu'il lui revient de conduire à terme les chantiers ouverts.

« Je suis particulièrement heureux sinon ému de vous accueillir dans cette maison que vous connaissez bien. Nous avons en souvenir le travail que vous avez abattu aux côtés du président Bédié, » a déclaré Jeannot Kouadio Ahoussou à l'endroit de Daniel Kablan Duncan qu'il appelle affectueusement aîné, lui souhaitant la bienvenue à la primature. Tout en reconnaissant les qualités de son successeur le premier ministre sortant l'a salué pour son abnégation au travail. « Vous êtes le parfait exemple de ce que partir de la primature n'est pas la fin, » a également a ajouté Maitre Jeannot Kouadio Ahoussou.

Sensible selon lui aux paroles que son jeune frère lui a adressé, le premier ministre Daniel Kablan Duncan l'a félicité pour le travail abattu en si peu de temps. « Je sais, en tant que membre de votre gouvernement, combien il a fallu de sacrifice et de génie pour aboutir au résultat que vous avez présenté avec clairvoyance et obtenu en peu de temps, par votre action dynamique et éclairée à la tête de cette équipe gouvernementale. Je voudrais ici saluer cette belle performance et vous en féliciter chaleureusement et fraternellement,» a-t-il indiqué, avouant au passage que les talents d'homme politique de son prédécesseur et sa détermination ont amené à contribuer fortement à l'avancée du président de la république de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020.

Il convient de rappeler que plusieurs dossiers traités ou en suspend ont été remis au nouveau premier ministre lors de cette passation de charges conduite par le secrétaire général du gouvernement, Sansan Kambilé.

Koaci.com

TOGO 2000
CETEF - LOME
23 Nov.
10 Déc.
2012
10ème
Foire
Internationale de
LOME
Foire de toutes les opportunités
CETEF - LOME
CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS
ET FOIRES DE LOME "TOGO 2000"
B.P.: 10566 Lomé - TOGO
Tél.: (228) 22 35 07 27 / 22 30 38 48 - Fax (228) 22 26 17 54
E-mail : ceteflome@cetef.tg - Site web : www.cetef.tg